

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLIENNES DES 4 CHEMINS

Immeuble Parc de la Marque
159 avenue de la Marne
59700 Marcq-En-Barœul

Références : D2 e 2025 952
Code AIOT : 0005704223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement EOLIENNES DES 4 CHEMINS implanté lieu-dit 51240 Saint-Jean-sur-Moivre. L'inspection a été annoncée le 11/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection réalisée dans le cadre de la mise en service du parc éolien E4C-3, composé de 6 aérogénérateurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLIENNES DES 4 CHEMINS
- lieu-dit 51240 Saint-Jean-sur-Moivre

- Code AIOT : 0005704223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des 4 Chemins comprend 9 éoliennes :

- 6 éoliennes (E1bis, E2, E3, E4, E5, E6) et un poste de livraison (PDL A), construits en 2006 et renouvelés en 2024
- 3 éoliennes (E7, E8, E9) et un deuxième poste de livraison (PDL B), construits en 2017

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/03/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Arrêts d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
21	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30&31	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Voie d'accès carrossable	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29	Sans objet
4	Conformité des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
5	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
8	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 10	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 11	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
11	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
12	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
13	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
15	Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
16	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
17	Élimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
18	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
20	Détection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne maîtrise de ses installations :

- Les opérations de démantèlement et de remise en état de l'ancien parc ont été suivies et ont fait l'objet d'une attestation de conformité
- Les contrôles de mise en service du nouveau parc ont également été réalisés ou sont en cours de réalisation
- Le suivi de l'exploitation et les outils dédiés ne présentent pas de non-conformité

Toutefois, des justificatifs restent attendus afin de statuer sur certains points de contrôle, notamment la mise à jour des données sur OREOL (Outil de Référencement des Eoliennes), le contrôle du balisage et les essais d'arrêts d'urgence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2023, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée :

Localisation des installations du site
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection l'extrait Kbis de la société Éoliennes des 4 Chemins ainsi que le relevé géomètre des 6 nouvelles éoliennes.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis à jour les informations concernant le parc sur la plateforme OREOL (Outil de Référencement des Eoliennes).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la preuve de la mise à jour des informations du parc sur la plateforme OREOL.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Voie d'accès carrossable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable, au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu.</p> <p>Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les voies d'accès sont carrossables et dégagées. Les abords des installations sont entretenus et exempts de tout déchet.</p> <p>Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Démantèlement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Démantèlement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]III. Une fois les opérations de démantèlement et de remise en état achevées, l'exploitant fait attester, conformément à l'article R. 515-106 du code de l'environnement, que les opérations</p>

visées aux I et aux trois premiers alinéas du II ont été réalisées conformément aux prescriptions applicables.[...]
Constats : Les opérations de démantèlement et de remise en état ont été contrôlées par un organisme agréé. L'attestation de conformité de ces opérations a été transmise à l'inspection le 17/06/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conforme aux dispositions de la norme NF EN 61 400-1 (version de juin 2006) ou CEI 61 400-1 (version de 2005) ou toute norme équivalente en vigueur dans l'Union Européenne. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les rapports des organismes compétents attestant de la conformité des aérogénérateurs à la norme précitée. En outre, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation est conforme aux dispositions de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation.
Constats : L'exploitant a présenté une attestation de conformité de ses aérogénérateurs émise par un organisme compétent. Aucune non-conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. L'installation respecte la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérification de conformité électrique des postes de

livraison, datés du 20/03/2025, ainsi que le rapport de vérification périodique électrique des six aérogénérateurs, daté du 11/09/2025.
Ces rapports ne signalent aucune non-conformité concernant la continuité de la mise à la terre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables. Les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur sont conformes aux normes NFC 15-100, NFC 13-100 et NFC 13-200 dans leur version en vigueur à la date du dépôt de dossier de demande d'autorisation. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.

Constats :

L'attestation de conformité émise par un organisme compétent le 02/2025 indique que les aérogénérateurs respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006.

L'exploitant a fourni les rapports de vérification électrique initiale des installations extérieures aux aérogénérateurs, datés du 16/12/2024. Ces rapports, réalisés par un organisme compétent, certifient le respect des normes NFC 15-100, NFC 13-100 et NFC 13-200.

Aucune non-conformité n'a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du Code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du Code de l'aviation civile.

Constats :

L'exploitant indique avoir réalisé les vérifications en vigueur. Toutefois, les documents attestant de la conformité du balisage n'ont pas pu être consultés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous 1 mois, transmettre les éléments justifiant la conformité du balisage des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 10
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Afin de vérifier l'efficacité du plan de bridage en faveur des chiroptères, un suivi environnemental est mis en place dans les 12 mois qui suivent la mise en service industriel des machines renouvelées. Ce rapport et ses conclusions sont transmis à l'inspection des installations classées dans les 6 mois après la fin du suivi.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental de fin de chantier, daté du 19/06/2025. Aucune non-conformité n'a été constatée. L'exploitant indique avoir pris contact avec des bureaux d'études pour lancer le suivi environnemental de la phase d'exploitation. Deux devis, datés du 26/09/2025 et 12/09/2025 ont été transmis à l'inspection. La mise en service ayant débuté le 19/11/2024, l'exploitant dispose de deux mois pour démarrer ce suivi. Il est tenu de transmettre les résultats six mois après la dernière campagne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 11
Thème(s) : Autre, Mesure acoustique
Prescription contrôlée : Une campagne de mesure acoustique est réalisée dans les 12 mois après la mise en service des nouvelles éoliennes, pour s'assurer de la conformité des installations avec la législations et en particulier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Les résultats des mesures sont transmis au plus tard 3 mois après la dernière campagne de mesure à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que l'étude acoustique est en cours de finalisation : la dernière campagne de mesure a été réalisée mi-septembre. L'exploitant dispose de 3 mois après cette campagne pour

transmettre les résultats des mesures à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'aérogénérateur E02 et le poste de livraison A ont été visités. Ils étaient maintenus fermés à clés.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Identification des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Les numéros affichés sur les aérogénérateurs correspondent à ceux mentionnés dans l'arrêté préfectoral du site. Des panneaux rappellent les risques encourus sur le site, les numéros d'urgence ainsi que les consignes de sécurité à suivre en cas d'électrocution.</p>

Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'AMPG, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisation des ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisés par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise une plateforme informatique interne pour suivre les formations du personnel, les exercices d'entraînement et les retours d'expérience liés aux interventions sur les installations.</p> <p>Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les aérogénérateurs sont propres, aucun matériau combustible ou inflammable n'y sont entreposés.</p> <p>Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Arrêts d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.</p> <p>Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé les essais de mise en sécurité des aérogénérateurs. Cependant, le rapport des essais n'a pas pu être consulté sur place.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 1 mois, transmettre un justificatif de contrôle des équipements de mise à l'arrêt des aérogénérateurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Contrôle des brides de fixation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder</p>

<p>6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de</p> <p>détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des équipements a été fait lors de la maintenance 3 mois, le 28/03/2025. Le contrôle par pièce a été fait par sondage.</p> <p>L'exploitant indique avoir notamment eu recours à des drones pour effectuer le contrôle visuel de ses installations.</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Manuel d'entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des interventions est informatisé et tenu à jour. Il est présenté à l'inspection et est accessible à distance par les agents en charge de la maintenance des équipements.</p> <p>La cohérence entre le registre et les rapports de maintenance disponibles a été vérifiée.</p> <p>Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Constats :

L'exploitant indique que les déchets sont récupérés et entreposés chez le mainteneur. Il ne dispose pas de bordereau de suivi de déchet pour l'année en cours, le parc ayant été mis en service en novembre 2024, et la déclaration de l'exploitant étant réalisée annuellement. Un document provisoire attestant du suivi des déchets a été présenté à l'inspection : l'émetteur, le type de déchet, et leur quantité y sont précisés. Le parc éolien est bien décrit comme l'émetteur des déchets.

Aucune benne ni déchets en lien avec l'activité de l'exploitant n'a été constaté sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son Plan de Prévention et son Plan d'Urgence. Ces documents précisent les précautions, obligations et procédures générales de sécurité à suivre pour accéder aux aérogénérateurs. Ils sont mis à jour chaque année et signés par chaque entreprise susceptible d'intervenir sur le site. La dernière mise à jour des documents date de février 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme qui peut être couplé avec le dispositif mentionné à l'article 23 et qui informe l'exploitant à tout moment d'un fonctionnement anormal. Ce dernier est en mesure de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai de soixante minutes ; - d'au moins deux extincteurs situés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification des moyens de défense contre l'incendie présents dans les aérogénérateurs, daté du 12/09/2025. Le contrôle des extincteurs a été réalisé par sondage. Aucune non-conformité n'a été constatée sur les aérogénérateurs.</p> <p>En revanche, l'inspection relève que dans les postes de livraison le contrôle des équipements n'a pas été effectué en 2025. Le dernier contrôle date de juin 2024.</p> <p>L'exploitant précise que le contrôle des alarmes incendie n'a pas encore été réalisé et sera effectué lors du contrôle annuel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 1 mois, transmettre un justificatif attestant du contrôle des moyens de défense contre l'incendie présents dans les postes de livraison.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 20 : Détection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de glace
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de soixante minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique disposer de plusieurs capteurs lui permettant de déduire la formation de glace sur les pales de ses aérogénérateurs. Les consignes d'arrêts et de redémarrage en cas de détection de glace sont répertoriées dans le Plan de Prévention et dans le Plan d'Urgence. Elles ont été présentées à l'inspection.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30&31
Thème(s) : Autre, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du Code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I de l'AMPG L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'acte de cautionnement en cours n'a pas pu être transmis à l'inspection. L'exploitant indique être en attente du retour de son assureur.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'à l'expiration de l'acte de cautionnement, il doit renouveler le montant des garanties financières conformément aux modalités prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 en vigueur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 1 mois, transmettre l'acte de cautionnement en cours.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois